



# SERVICE NATIONAL UNIVERSEL IL EST TEMPS D'ARRÊTER !

En cette période de confinement, il convient de prendre le temps d'argumenter en faveur d'un **abandon immédiat du Service National Universel (SNU)**. En effet, alors que des murmures annoncent un décalage du « stage de cohésion » SNU (phase 1) aux vacances de la Toussaint du fait de la crise sanitaire, nous demandons l'abandon ferme et définitif de ce dispositif coercitif et (ré)éducatif pour de nombreuses raisons.

## **Victoire, la Jeunesse n'en veut pas !**

Malgré toutes les tentatives médiatiques de la part des membres du gouvernement, **un fait s'impose à toutes et tous, la jeunesse rejette massivement ce dispositif à la coloration militaire et au patriotisme exacerbé**. Après plusieurs mois d'intense propagande dans les médias, dans les établissements scolaires ou dans la presse généraliste, le gouvernement n'a dévoilé aucun chiffre officiel sur l'état du recrutement de la « promotion 2020 » du SNU. C'est tout dire.

S'il est vrai, que la période de recrutement du SNU qui devait se terminer le 04 avril a été un brin perturbée ces trois dernières semaines, il convient de s'arrêter sur le chiffre qui circule au sein de la MPSNU (la « mission nationale » en charge de cette horreur) et des couloirs de « Jeunesse et Sports ». Avant la généralisation de la propagation du coronavirus, **il y avait aux alentours de 8000 inscrit.e.s pour lesquels, à cette heure, nous ne connaissons pas leur qualité** (âge, catégorie sociale, zone géographique, etc). Ce chiffre est le révélateur du rejet de la jeunesse !

Si nous nous permettons d'affirmer cela, **c'est que le nombre de 8000 personnes correspond à moins d'un tiers des effectifs visés** (25 000 jeunes en 2020) **et qu'il ne représente surtout que 1% du public cible de 800 000 personnes pour quand le dispositif sera soi-disant obligatoire dans 3, 4 ou 5 ans !** Nous sommes loin d'une adhésion massive aux valeurs d'endoctrinement portées par le SNU. Malgré tout cela, voilà que la lubie idéologique du candidat Macron que représente le SNU se retrouve même aujourd'hui dans le Rapport Thiriez sur la transformation de l'ENA. Dans ce rapport, il est préconisé que les « énarques en formation » devront participer à l'encadrement du SNU. Là encore, nous voyons bien à quel point cette société libérale souhaite se reposer sur une militarisation des corps et des esprits.

**Les chiffres ne font que renforcer les propos que nous tenons depuis des mois à l'encontre du SNU et de sa non-adhésion dans les rangs de la Jeunesse. Badinons-nous.**

**Néanmoins, alors que nous pouvions imaginer que le gouvernement se saisisse habilement de la crise sanitaire liée au coronavirus pour abandonner un projet rejeté et au coût faramineux (qui devrait vraisemblablement coûter lors de sa généralisation entre 3 et 5 milliards d'euros par an), nous découvrons qu'il fait tout l'inverse, pour le moment.** Tout d'abord, « *les inscriptions pour le SNU 2020 sont prolongées* », mais aussi qu'en « *raison de l'épidémie de COVID-19, les modalités d'exécution du service national universel en 2020 vont être amenées à évoluer pour permettre à chaque jeune de s'engager au service de la collectivité, notamment en vue de la sortie de crise* ». Nous revenons donc aux propos évoqués dans l'introduction énonçant un décalage du stage SNU aux vacances de la Toussaint et la mise en œuvre de la phase de mission d'intérêt général dès le mois de juin « *en vue de la sortie de crise* »... Cette crise, parlons-en.

## **Le SNU doit être abandonné pour soutenir le secteur associatif !**

Tout d'abord, il convient de rappeler que le SNU n'a reçu qu'un soutien timoré du monde associatif dans son ensemble avec un très fort rejet du cadre militaire proposé. Il est vrai que de grandes structures associatives et sportives ont décidé, souvent à contrecœur, de s'engager dans ce dispositif dont les valeurs sont aux antipodes de celles portées par l'Éducation Populaire. La raison majeure de cet « engagement » n'est autre que le résultat d'un désengagement massif de l'État à l'encontre du secteur associatif. **Les différents gouvernements successifs à l'œuvre depuis deux décennies n'ont fait qu'assécher les financements des associations, amenant ces dernières à des équilibres financiers très précaires, à réduire leur travail de terrain ou de le maintenir dans des conditions des plus difficiles.** Celles-ci voyaient donc dans le SNU, l'occasion de récupérer un peu d'argent pour financer leurs projets d'une bien plus grande utilité sociale.

Les associations qui ont comme seul objectif l'intérêt général, n'ont certainement pas attendu les gouvernant.e.s pour valoriser « l'engagement », le nouveau mot-valise du gouvernement. Cette crise sanitaire liée au Covid-19 démontre une nouvelle fois que les associations sont à l'initiative des solidarités qui s'organisent en dehors du cadre étatique, au plus près du terrain.

Le secteur associatif n'a certainement pas besoin du Service National Universel pour favoriser l'engagement mais il a un besoin immense de fonds financiers pour maintenir et relancer les activités associatives, sources de solidarités.

**Nous demandons la création d'un fonds de soutien au secteur associatif avec l'argent destiné initialement au SNU 2020. Arrêtons immédiatement le SNU et finançons les associations ! il est grand temps que le gouvernement arrête sa logorrhée en donnant des injonctions à s'engager à tout-va, alors que lui ne fait que continuer son désengagement au profit d'une politique qui ne s'adresse qu'aux biens servi.e.s.**

## Questionner les maux de société !

En France, en mars 2020, pendant une crise sanitaire d'une ampleur inégalée depuis plusieurs décennies, les différents Centres Hospitaliers Universitaires (C.H.U) lancent des appels aux dons pour faire face aux difficultés engendrées par cette maladie. Voilà où nous en sommes, dans la sixième puissance économique mondiale. **Une parfaite illustration du désengagement de l'État dans des secteurs « non-rentables ». Une épidémie de morts.**

En France, le 16 mars 2020, pendant une allocution attendue, Macron a prononcé « *nous sommes en guerre sanitaire* ». **Il va donc falloir « combattre », faire preuve « d'union nationale », « s'engager dans la guerre » et si possible ranger au placard toute forme d'esprit critique. Une épidémie de mots.**

**Une politique économique libérale fonctionne comme Macron, à savoir « en même-temps ».** D'un côté, on abandonne le service public, on dépèce les solidarités s'organisant sans injonction de l'État, on crée les conditions d'une mort sociale –a minima- des plus pauvres et on favorise les biens doté.e.s ; et dans le même-temps, on organise le flicage de sa population, on cherche à endoctriner sa population à travers sa jeunesse, on s'évertue à militariser tous les discours et on se pose comme « chef de guerre ». **A croire que le gouvernement aime jouer à la guerre, de toute façon, nous le savons, il est plus agréable de jouer sans être dans la tranchée.**

Cette **crise sanitaire**, et non cette guerre, ainsi que le confinement qu'elle génère doivent questionner sur **ce que nous voulons porter collectivement comme choix de société**. Nous devons en profiter pour prendre le temps de nous organiser car dès la fin de cet épisode, ils reviendront avec encore plus de volonté pour **supprimer les derniers espaces de solidarités, les dernières formes d'émancipation et réduire drastiquement les dépenses de l'État au nom du sacro-saint « équilibre budgétaire ».**

**« L'intelligence défend la paix. L'intelligence a horreur de la guerre. » Paul Vaillant-Couturier**

**Solidaires**  
**Jeunesse et Sports**

Rejoignez-nous à solidaires Jeunesse & Sports : [solidairesjs@net-c.com](mailto:solidairesjs@net-c.com) / 06 86 63 17 91